

Genève

Le Courier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
<https://lecourrier.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'144
Parution: 5x/semaine



Page: 6
Surface: 93'825 mm²



Éditions Slatkine
GENÈVE

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003
Référence: 88925262
Coupage Page: 1/3

Un excès de confiance et des règles inapplicables ont contribué à précipiter la chute de Credit Suisse «Credit Suisse ne voyait que les gains»



La journaliste Mathilde Farine propose son analyse sur le rachat de Credit Suisse par UBS. DR

Genève

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
<https://lecourrier.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'144
Parution: 5x/semaine



Page: 6
Surface: 93'825 mm²



Éditions Slatkine
GENÈVE

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003
Référence: 88925262
Coupage Page: 2/3

MAUDE BONVIN

Interview ► Auteure de *La Chute*, Mathilde Farine livre son analyse sur le rachat de Credit Suisse par UBS. Pour la journaliste au *Temps*, le problème des banques trop grandes pour faire faillite demeure.

En vous lisant, on a l'impression que la faillite de Credit Suisse était inéluctable...

Mathilde Farine: Difficile de l'affirmer. Il s'agit plutôt d'un lent délitement, suivi d'une chute soudaine. En automne dernier, je ne m'attendais pas à une fin aussi brutale, précipitée par le krach de banques américaines.

Ce lent délitement est-il lié aux erreurs à répétition de la Direction?

Avec la restructuration de 1996, où l'organisation de la banque a changé, la vision d'ensemble du groupe a été perdue. L'expansion aux Etats-Unis a, en outre, posé le problème de la culture du risque qui n'était pas appropriée.

Après la crise financière de 2008, Credit Suisse s'est par ailleurs accrochée à sa banque d'investissement, source de revenus faciles mais aussi de pertes potentiellement énormes. La société ne voulait voir que les gains possibles. Ensuite, quand tout le monde a pris conscience du problème, c'était trop tard: réduire une banque d'investissement prend du temps et coûte cher en frais de restructuration. Des moyens dont Credit Suisse manquait.

Quel est le rôle des réseaux sociaux?

Ils ont eu un impact en transmettant extrêmement rapidement de fausses rumeurs qui ont suscité la première perte

de confiance, en octobre 2022. La numérisation permet aussi un retrait facilité des avoirs.

Le problème réside néanmoins dans la mauvaise gestion de Credit Suisse, même si dans leur supervision des établissements financiers, les régulateurs vont devoir à l'avenir tenir compte à la fois du pouvoir des réseaux sociaux et de la vitesse à laquelle on peut vider des comptes en banque.

Des experts ont dénoncé un déni de démocratie, en raison de l'action unilatérale du Conseil fédéral...

Le sauvetage a été mené en catastrophe. Or les décisions prises dans l'urgence, dans une démocratie, s'avèrent toujours problématiques. Le gouvernement a eu cinq jours pour trouver un plan de secours. Il a dû agir précipitamment. Credit Suisse rencontrait toutefois des difficultés depuis au moins deux ans. Il est donc dommage de n'avoir pas pu anticiper la débâcle.

Les actionnaires n'ont pas pu s'exprimer sur la fusion. C'est un problème?

Ils ont presque tout accepté lors des assemblées générales, alors que la banque n'allait pas bien. Et un établissement en faillite, cela aurait été encore plus grave pour eux, même si le prix d'achat s'avère très bas (3 milliards de francs, ndlr). Nous ne pouvons cependant pas blâmer UBS, qui s'expose à des amendes en raison de la conduite fautive de son ex-rival.

L'Autorité de surveillance des marchés financiers (Finma) et la Banque nationale suisse (BNS) ont été beaucoup critiquées...

Lors du sauvetage d'UBS en

2008, un important travail en amont avait été réalisé. Pour le cas présent, je n'ai pas l'impression qu'il y a eu le même soin. La crise de 2008 a engendré un problème de liquidités, puis de solvabilité, des banques. Conséquence: les fonds propres ont été augmentés. Or Credit Suisse a toujours rempli les exigences en la matière, donc le régulateur n'est pas intervenu. Nous avons été un peu aveuglés, en pensant que ce renforcement de la réglementation et l'éventualité – théorique – que les grands instituts bancaires fassent faillite nous protègent.

Nous sommes dans une situation où la Finma ne semble pas avoir de problème avec les petites et moyennes banques. C'est plus compliqué au niveau des plus gros groupes. Avec un établissement *too big to fail*, le gendarme financier n'a pas le même pouvoir. Aurait-il dû retirer une licence bancaire? Cela aurait entraîné une nouvelle crise.

Quant aux moyens, si la Finma n'est pas assez dotée en personnel ou si elle n'a pas la capacité d'infliger des amendes, c'est au Parlement fédéral d'agir. A l'autorité de surveillance aussi de tirer la sonnette d'alarme avant la catastrophe, si elle estime – comme elle le soutient maintenant – qu'elle n'a pas assez de moyens.

Qu'attendre de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) qui a été créée?

Il est intéressant de se pencher sur cette crise pour en tirer les conclusions. UBS reste cependant une grande banque, avec un risque inhérent à sa taille. Si, par exemple, un problème de confiance survient, les clients quitteront l'établissement,

Genève

Le Courrier
1211 Genève 8
022/ 809 55 66
<https://lecourrier.ch/>

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'144
Parution: 5x/semaine



Page: 6
Surface: 93'825 mm²



Éditions Slatkine
GENÈVE

Ordre: 844003
N° de thème: 844.003
Référence: 88925262
Couverture Page: 3/3

comme cela a été le cas pour Credit Suisse. Nous devons vivre avec cette fragilité. Il n'y a pas de risque zéro, avec ces établissements considérés comme *too big to fail*.

Les 109 milliards de francs garantis par la Confédération, c'est une bonne affaire?

C'est surtout un risque. Certes, la Confédération touche un intérêt, mais il est minuscule en comparaison des pertes potentielles.

Le pays a-t-il les reins assez solides en cas de faillite d'UBS?

Personne ne peut sérieusement

dire si la Suisse a, ou non, les moyens de sauver la banque. Tout dépend du genre de crise, des risques pris par l'entreprise, de la situation économique, de la capacité de la Banque nationale suisse à agir...

Il convient néanmoins de surveiller les risques que l'établissement prendra à l'avenir. Reste qu'aujourd'hui, UBS, avec Credit Suisse, est plus petite qu'UBS seule en 2008, pour laquelle le gouvernement avait alors pu intervenir.

Les banques suisses se portent plutôt bien. L'image de la place financière helvétique n'a-t-elle

donc pas été écornée?

Le fait qu'une solution ait rapidement été trouvée a limité le dégât d'image. Certes, l'une des plus grandes banques du pays a accumulé les erreurs et les scandales, mais sa débâcle n'a pas plongé les autres établissements ni la Suisse dans la crise. |

» *La Chute, Chronique de la débâcle d'une banque*, Editions Slatkine, 2023.

«Il est dommage de n'avoir pas pu anticiper la débâcle»

Mathilde Farine

VERS UNE ABSORPTION TOTALE DE CREDIT SUISSE

Fermeture d'une succursale aux Etats-Unis et 200 banquiers d'affaires remerciés. La restructuration de Credit Suisse a commencé. Alors que Credit Suisse procède à ses premiers licenciements, la casse sociale risque d'être encore plus importante cet automne.

Selon la spécialiste Mathilde Farine, le coût en termes d'emplois risque en effet d'être énorme. Sur sol helvétique, UBS et Credit Suisse emploient ac-

tuellement environ 37 000 collaborateurs. Près de 10 000 postes pourraient être biffés.

Les premiers signes montrent une absorption totale par UBS, avec la disparition du nom de Credit Suisse. «Si la Confédération avait laissé la banque faire faillite, les dégâts pour l'économie dans son ensemble et la casse sociale auraient été encore plus graves», souligne toutefois la journaliste économique. **MBO**